

7^e Semaine africaine des sciences agricoles et de l'Assemblée générale du FARA

Allocution

Akinwumi Adesina,

Président

Banque africaine de développement

Kigali. 13 juin 2016

Mes salutations vont à Son Excellence le Président Kagame fort bien représenté par le Premier ministre, M. Anastase Murekezi, au Commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie de l'Union africaine, M. Martial de Paul Ikounga, au Représentant de l'Union européenne au Rwanda, M. Michael Ryan, à M^{me} Geraldine Mukeshimana, ministre de l'Agriculture et des ressources animales du Rwanda, à Mesdames et Messieurs les ministres, chefs de mission diplomatique, scientifiques et exploitants agricoles.

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la 7^e Semaine africaine des sciences agricoles et à l'Assemblée générale du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA).

Le FARA est en train d'accomplir un travail formidable en Afrique, en mobilisant la communauté des chercheurs autour des innovations scientifiques à mettre au point pour le développement agricole. Je voudrais saluer M. Akinbamiyo pour son excellent leadership à la tête du FARA.

Permettez-moi de remercier le Rwanda d'avoir bien voulu abriter la Semaine africaine des sciences agricoles – ainsi que le Président Kagame, qui nous a fait l'honneur d'accueillir la Table ronde de Kigali, qui lance un appel à l'action pour les sciences agricoles et l'innovation.

La science, la technologie et l'innovation sont incontournables. Et cet événement vient à point nommé. La dernière édition de *The Economist* explique comment la science et la technologie sont en train de transformer le secteur agricole, aujourd'hui plus que jamais. Grâce à l'utilisation de la biotechnologie moderne, de drones, de systèmes intelligents de gestion efficiente de l'eau et des nutriments, la technologie et l'innovation sont en train de transformer les exploitations agricoles en «fermes intelligentes».

L'Afrique doit investir davantage dans la science et la technologie pour avoir une agriculture plus efficiente et compétitive – et diversifier rapidement ses économies. Ce, parce que l'Afrique doit entièrement libérer son énorme potentiel agricole. Ce potentiel est vraiment énorme : l'Afrique dispose de 65 % de l'ensemble des terres arables non encore utilisées dans le monde, pour nourrir 9 milliards de personnes à l'horizon 2050. Mais, un potentiel ne se mange pas.

Ainsi, ce que l'Afrique fait pour l'agriculture n'est pas seulement important pour elle, mais façonnera l'avenir de l'alimentation dans le monde.

C'est pourquoi, aujourd'hui, j'en appelle à des investissements plus massifs dans le secteur agricole de l'Afrique – et, en particulier, dans les sciences, la technologie et l'innovation agricoles. Je suis convaincu que vous, membres de la communauté scientifique africaine ici présente, partagez ce désir.

Cependant, nous devons nous poser certaines questions difficiles.

Il faudrait savoir dans quel genre d'agriculture nous investissons, ce que nous attendons des investissements et, ensuite, quels sont les types d'investissement nécessaires pour obtenir les résultats escomptés. Mon point de vue principal dans le débat d'aujourd'hui est que nous ne pouvons pas nous contenter de changer tout simplement l'investissement dans la recherche agricole. Nous devons surtout changer l'environnement dans lequel s'intègre la recherche agricole, accroître le niveau d'investissement dans l'agriculture et, par ricochet, stimuler la demande de recherche et d'innovations agricoles.

La difficulté a toujours été que l'agriculture est perçue comme un secteur social ou un secteur de développement. Cette perception a desservi le secteur. L'accent a toujours été mis sur la manière de se servir de l'agriculture pour gérer la pauvreté en milieu rural, et non pour créer de la richesse. Il est incompréhensible qu'un secteur qui emploie quelque 60 % de la main-d'œuvre, dans bon nombre de pays africains, génère peu de recettes pour l'État.

Le niveau élevé de pauvreté dans les zones rurales, qui sont fortement dépendantes à l'égard de l'agriculture, montre que ce secteur ne bénéficie pas de l'appui nécessaire. Les exploitants agricoles – des femmes pour la plupart – n'étant pas organisés, ils ne peuvent pas faire pression sur les pouvoirs publics, comme c'est le cas dans les pays développés, et leur demander des comptes. En revanche, ces niveaux élevés de pauvreté font que les exploitants sont parfois utilisés à des fins politiques, seulement pendant les élections, avec des produits de consommation de courte durée en échange de leur suffrage, sans un véritable engagement en faveur d'investissements accrus dans le secteur. N'ayant pas de poids politique réel, ils sont vite oubliés et marginalisés au profit des élites urbaines plus puissantes et axées sur la consommation.

Le modèle comporte plusieurs problèmes. Le sous-investissement dans le secteur agricole laisse des centaines de millions d'Africains dans la pauvreté – une pauvreté qui se transmet de génération en génération. Le niveau de l'épargne est bas, d'où la faiblesse de la formation du capital et de la demande de consommation de biens et services produits par le reste de l'économie – une autre entrave à la croissance économique. Les taux élevés de pauvreté entraînent un faible pouvoir d'achat, qui ne permet pas d'investir dans les technologies d'amélioration de la productivité agricole, les infrastructures telles que les barrages ou l'amélioration des sols.

En raison de l'accroissement rapide de la population et de l'exposition plus importante au changement climatique, les économies rurales sont devenues des poches de misère, dans bon nombre de régions du continent. Le manque d'opportunités économiques pousse les jeunes à émigrer en grand nombre vers les zones urbaines, à prendre des embarcations de fortune vers l'Europe – avec son long cortège de morts – et, pire : à devenir un terreau favorable pour le recrutement de terroristes.

C'est pourquoi, l'Afrique ne peut être un continent sûr, tant qu'on n'aura pas relancé, par-dessus tout, les économies rurales. Nous devons transformer ces zones en zones de prospérité économique. Pour ce faire, nous devons transformer la source principale de moyens de subsistance – l'agriculture – en secteur de création de richesse.

Cela étant, d'autres raisons sont tout aussi importantes.

À l'heure actuelle, l'Afrique dépense 35 milliards de dollars pour importer des produits alimentaires. Ce chiffre devrait atteindre 110 milliards de dollars à l'horizon 2015. L'Afrique importe ce qu'elle devrait produire et, ce faisant, crée la pauvreté sur le continent et exporte des emplois hors de la région. Les rares réserves de change servent à acheter des produits alimentaires. N'ayant pas la capacité à se nourrir, l'Afrique devient vulnérable et tributaire des lois du marché pour nourrir sa population croissante. Tout choc sur la production alimentaire mondiale aura une répercussion directe sur les prix en Afrique, surtout en milieu rural, où le pourcentage d'importateurs nets de produits alimentaires est plus élevé, bien qu'il soit la zone de production vivrière pour les pays. Ainsi, l'investissement dans l'agriculture revêt un intérêt sur les plans économique et sécuritaire.

Mais nous devons défendre cette cause auprès des ministres des Finances et non ceux de l'Agriculture. Si les taux de rendement de la recherche agricole sont aussi élevés que plusieurs études empiriques l'ont si bien démontré au fil du temps, la question est de savoir : pourquoi les ministres des Finances ne l'ont-ils pas compris pour investir davantage dans le secteur agricole ? Une des raisons est que l'économie politique n'a pas favorisé le secteur rural. De même, la réalisation, dans les faits, des taux de rendement prévus par la recherche agricole nécessite plus que la simple mise en place du système de recherche. Elle nécessite des investissements massifs dans l'infrastructure rurale, le développement des marchés, la transformation du secteur financier pour prêter davantage à l'agriculture, ainsi que des investissements accrus du secteur privé dans la logistique, l'entreposage, le stockage, le traitement et l'ajout de valeur.

Un ministre des Finances est plus susceptible de comprendre la nécessité d'investissements accrus dans l'agriculture, si on peut lui démontrer que le secteur ajoutera une grande valeur à l'économie, accroîtra les recettes en devises, réduira considérablement les importations, fera baisser l'inflation grâce à l'amélioration de la productivité et de la production vivrière, et créera des emplois décents et de qualité pour les jeunes.

Permettez-moi de défendre cette cause.

Une Afrique dotée d'une meilleure sécurité alimentaire dépensera moins de devises pour importer des produits alimentaires. Une telle situation permettra de stabiliser les taux de

change et les monnaies locales – une bonne chose pour l'économie. Une Afrique dotée d'une meilleure sécurité alimentaire épargnera plus, grâce à l'accroissement des revenus disponibles des populations tant rurales qu'urbaines. Une Afrique dotée d'une meilleure sécurité alimentaire libérera des ressources pour l'exportation de produits alimentaires, d'aliments pour animaux, de produits horticoles, de fleurs et de productions animales de grande valeur, en vue d'obtenir des devises. Les prix des denrées alimentaires représentent la plus grande part de l'indice des prix à la consommation en Afrique. En produisant plus de nourriture et en réduisant les prix des produits alimentaires, le continent fera baisser l'inflation et aidera les banques centrales à mieux la gérer. Il est donc évident qu'une Afrique dotée d'une meilleure sécurité alimentaire contribuera à une bonne stabilisation de la situation macroéconomique et budgétaire.

L'Afrique doit également s'efforcer de tirer parti de la croissance rapide des marchés agricoles régionaux. Selon les estimations, les marchés alimentaires et agricoles en Afrique devraient atteindre 1 000 milliards de dollars à l'horizon 2030. Par conséquent, la question est de savoir si l'Afrique tirera parti de ce grand marché, en investissant dès à présent dans la modernisation du secteur agricole, ou si elle restera tout simplement une région importatrice nette de produits alimentaires. La réponse à cette question doit être la modernisation de l'agriculture.

Pour atteindre cet objectif, l'Afrique doit rapidement investir dans l'appui au développement de l'agro-industrie. L'Afrique ne devrait pas être un pôle de consommation, mais un pôle agro-industriel. Elle doit exporter du cacao transformé et non des fèves de cacao. Elle doit exporter des marques de café avec des «arômes d'Afrique» spéciaux et non des grains de café. Elle doit exporter des produits textiles finis et non du coton fibre. Les progrès remarquables du Kenya, de la Tanzanie, du Ghana et de l'Éthiopie sur les marchés mondiaux de l'horticulture prouvent que, par des politiques, des financements et des infrastructures bien conçus, l'Afrique peut se hisser au sommet des chaînes de valeur alimentaires mondiales.

C'est ce que la Banque africaine de développement veut aider l'Afrique à réaliser.

La nouvelle stratégie de transformation agricole de la Banque africaine de développement vise à aider les pays africains à moderniser leur secteur agricole – faire de l'agriculture une activité commerciale en Afrique. L'objectif est d'éliminer l'extrême pauvreté, de réduire les importations de produits alimentaires, de porter l'Afrique au sommet des chaînes de valeur agricoles, et d'accroître les recettes en devises.

Je me réjouis de l'adoption de ce plan par les ministres des Finances, il y a de cela deux semaines, lors des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement à Lusaka, en Zambie.

Un des volets de notre stratégie concerne les technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique (TAAT), dont l'objectif est de développer les technologies agricoles à grande échelle pour atteindre des millions d'exploitants agricoles dans un intervalle de dix ans. Je suis heureux que le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI) et le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) aident à piloter cette initiative, sous la houlette de l'Institut international d'agriculture tropicale. Je suis également heureux que plusieurs institutions multilatérales et bilatérales de financement et de développement aient entérinées le plan, parmi lesquelles la Fondation Bill et Melinda Gates, l'USAID, la Banque mondiale, le FIDA, le PAM et la FAO.

À cet effet, la Banque africaine de développement a également relevé le profil de l'agriculture, par la création d'une vice-présidence chargée de l'agriculture et du développement humain et social. Compte tenu de l'accent que les TAAT mettent sur la recherche agricole, la Banque œuvrera à la réussite dans ce domaine.

Nous devons mettre les technologies dans les mains des exploitants agricoles. En effet, feu Norman Borlaug, lauréat du Prix Nobel, avait l'habitude de dire qu'il fallait les faire parvenir aux exploitants agricoles.

Je connais très bien les effets d'une telle démarche, en tant qu'ancien ministre de l'agriculture du Nigeria. L'impact cumulé des nouvelles technologies agricoles, des financements et du développement du secteur privé a été si considérable que le Nigeria a pu accroître sa production vivrière nationale de 21 millions de tonnes en quatre ans.

L'Afrique a connu, à ce jour, plusieurs exemples de réussite qui prouvent que nous pouvons y parvenir. Le Rwanda a considérablement réduit la frange de la population souffrant de malnutrition. L'agriculture kényane ne cesse de repousser les frontières de son marché de produits horticoles dans le monde. La forte croissance du marché floricole de l'Éthiopie dans le monde est un exploit à saluer. Le Sénégal est bien parti pour atteindre l'autosuffisance en riz. Le Maroc et l'Algérie ont accompli des progrès notables dans les chaînes de valeur agricoles à vocation exportatrice vers l'Europe.

Grâce aux technologies scientifiques, nous pouvons faire encore plus.

Le maïs résistant aux insectes et à la sécheresse peut transformer toutes les zones de production de maïs en Afrique. De nouvelles variétés de manioc à haut rendement sont disponibles et peuvent aider à opérer une révolution du manioc, avec des produits comme la féculé, l'éthanol, le sirop de manioc à haute teneur en fructose pour remplacer le sucre, ou la farine de manioc de grande qualité pour la fabrication de pain avec un mélange de blé et de manioc. Les progrès de la génétique permettent, désormais, d'incorporer dans nos produits alimentaires des vitamines et des minéraux essentiels tels que les haricots enrichis en fer au Rwanda, la patate douce à chair orange, le maïs à haute teneur en lysine, ou le manioc riche en vitamine A. Dans les zones de production de la banane sur les hautes terres orientales, la recherche a permis d'obtenir une banane à haut rendement résistante aux ravageurs et aux maladies. Les progrès de la génétique, dans les domaines de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, offrent de grandes possibilités pour la satisfaction des besoins de l'Afrique en protéines.

L'Afrique a tout ce qu'il faut pour réussir dans l'agriculture. Au printemps 2006, je marchais dans les rues de Manhattan, à New York, aux côtés de mon mentor, feu Norman Borlaug (l'homme qui a piloté la révolution verte en Asie) qui, à un moment donné, marqua une pause pour me demander si je jouais au football. Je lui demandai pourquoi. Il me répondit : « dans un match de football, si vous marquez le premier but, vous êtes persuadé que vous pouvez gagner le match. Maintenant, vous pouvez aller marquer un but pour l'agriculture africaine ». Je n'ai jamais oublié ces mots – même aujourd'hui en tant que Président de la Banque africaine de développement.

Je ferai tout mon possible pour que l'Afrique marque beaucoup de buts dans l'agriculture.

Toutefois, pour marquer tous ces buts, il est nécessaire d'ouvrir l'agriculture au secteur privé. Les pouvoirs publics devraient faciliter une participation accrue du secteur privé à l'agriculture et aux industries alimentaires et agroindustrielles. Le développement des chaînes de valeur favorise la rentabilité de l'agriculture. Des incitations budgétaires sont nécessaires pour amener le secteur privé à investir dans l'agro-industrie, ce qui offrira aux exploitants agricoles un accès au marché, stabilisera les prix du marché, réduira les pertes après-récolte et ajoutera de la valeur aux produits agricoles.

Nous devons également investir dans les jeunes pour les attirer vers l'agriculture. Plus il y aura des personnes jeunes et éduquées dans l'agriculture, plus le secteur connaîtra une croissance plus rapide et une rentabilité plus élevée. La Banque pilote déjà une initiative continentale visant à amener des personnes plus jeunes et mieux éduquées à s'investir dans l'agriculture comme activité commerciale. Le programme phare de la Banque, appelé Programme de stimulation de la création de nouveaux emplois impulsée par l'agro-industrie pour les jeunes (*ENABLE Youth*), pour lequel plus de 30 pays ont déjà exprimé leur intérêt, contribuera à l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes exploitants agricoles commerciaux et d'agro-industries en Afrique.

Nous devons, de toute urgence, accélérer les prêts commerciaux des banques et des investisseurs institutionnels dans le secteur agricole. Les expériences réussies au Nigeria, au Kenya, en Tanzanie, au Ghana et au Mozambique montrent que, grâce à la mise au point d'instruments bien structurés de partage des risques, les banques commerciales augmenteront leurs prêts à l'agriculture, avec des risques de perte plus faibles. La BAD travaillera avec les banques centrales africaines pour mettre en place des dispositifs de partage des risques, afin de rendre les prêts des banques commerciales en faveur du secteur agricole moins risqués. Une telle démarche permettra d'améliorer la rentabilité du secteur et d'accroître les investissements du secteur privé.

Avec un environnement amélioré du secteur agricole, de meilleures politiques, des incitations, des infrastructures et des institutions capables de favoriser une croissance accélérée, les taux de rentabilité élevés attendus de la recherche agricole pourront être réalisés. Nous passerions alors des impacts possibles ou prévus à des impacts et des taux de rentabilité réels sur le terrain. À cet effet, des niveaux d'appui plus élevés sont nécessaires pour les systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles, les organisations de recherche sous-régionales, les associations d'exploitants agricoles et les institutions internationales de recherche agricole.

L'Afrique doit nourrir l'Afrique. La Banque africaine de développement est prête à apporter à l'Afrique tout l'appui nécessaire pour y parvenir. L'Afrique doit se développer dans la fierté. Mais, elle n'aura aucune fierté, si elle n'est pas en mesure de se nourrir elle-même. La Banque africaine de développement envisage d'investir près de 24 milliards de dollars (soit 2,4 milliards par an) sur dix ans pour aider à la transformation de l'agriculture en Afrique. Il s'agit d'une grande initiative pour la Banque – d'une grande initiative pour l'Afrique. Un tel financement représentera une hausse de 400 % des financements de la Banque en faveur du secteur agricole.

Cependant, nous ne pouvons pas le faire seuls.

Nous établirons des alliances et partenariats très solides. À cet égard, nous travaillerons avec le NEPAD, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, ainsi que des institutions multilatérales et bilatérales de financement. Nous fournirons un appui au FARA, aux institutions africaines de recherche agricole, et aux universités. Nous soutiendrons les systèmes internationaux de recherche agricole. Nous aiderons les pays à faire participer les exploitants agricoles, les jeunes, les femmes et leurs associations. Nous appuierons également le secteur privé. De concert avec l'Union africaine, nous aiderons les gouvernements africains à changer l'environnement de l'agriculture pour en faire une activité commerciale : diversifier les économies africaines et, à terme, transformer l'énorme potentiel agricole du continent et en tirer le dividende économique le plus important.

Allons-y pour marquer, ensemble, des buts pour l'agriculture africaine.

Je vous remercie.